

Le Sénat canadien, d'autre part, possède une structure grâce à laquelle il peut adopter une attitude impartiale comme celle qui transparaît, j'en suis convaincu, tout au long du présent rapport. Aucun de nous ne doute que le Sénat puisse être amélioré. En fait, la presse du pays nous prodigue ses conseils à ce sujet depuis plus d'un siècle. Nous lui en sommes d'ailleurs reconnaissants. Mais il reste que le principal souci qui nous a inspirés dans la confection de notre rapport était celui de l'intérêt public, et non celui du bien-être de la presse ou du Sénat.

Nous tenons à signaler que du jour où la formation du Comité avait été annoncée jusqu'au moment où nous avons écrit ces lignes, les *mass media* nous ont donné leur plus entière collaboration. Nos relations avec leurs représentants ont été empreintes de cordialité et ont été parfois marquées d'une extrême franchise qui allait jusqu'aux propos confidentiels. Nous avons, il va sans dire, respecté le secret de ces confidences.

Pour rendre justice à mes collègues, il me faut encore dire, avec toute la modestie requise, que notre Comité a fourni un travail ardu. Notre bienveillant vice-président, le sénateur Louis Beaubien, notre whip diligent, le sénateur William Petten ainsi que les autres membres de notre comité d'organisation, les sénateurs Charles McElman, Harry Hays et John Macdonald, ont fait preuve d'une infatigable disponibilité. Tous les membres du Comité ont apporté une contribution utile et efficace à ses travaux, et je me dois d'en exprimer ma reconnaissance à chacun d'entre eux, les sénateurs Romuald Bourque, Douglas D. Everett, Mary Kinnear, J. Harper Prowse, Josie Quart, Donald Smith, H. O. Sparrow, Frank C. Welch et Paul Yuzyk.

La première étape de notre enquête a été constituée par un vaste programme de recherches sous la direction compétente de M<sup>lle</sup> Nicola Kendall. Les résultats des recherches sont pour la plupart présentés en annexe. Les documents qui n'ont pas été publiés, ont été mis à la disposition des bibliothèques de la University of Western Ontario et de l'Université Carleton, qui ont toutes deux des départements de journalisme.

Ce n'est pas sans regret qu'il nous faut dire que notre Comité n'a pu, faute de temps, consacrer d'attention à la situation de l'industrie canadienne du livre. Cette industrie éprouve de graves difficultés financières et semble de plus en plus largement soumise à des intérêts étrangers; cela mériterait examen. Il est indispensable, croyons-nous, que l'on étudie sans retard la possibilité de fermer ce territoire industriel à l'envahissement étranger, comme on l'a fait pour les banques, pour l'uranium, pour la radiodiffusion et pour les journaux et périodiques.

Tout au long de nos audiences, qui avaient commencé le 9 décembre 1969 et ont pris fin le 24 avril 1970, nous avons reçu des mémoires de quelque 500 sources : des particuliers, des sociétés commerciales ainsi que diverses associations. Notre Comité a d'autre part entendu 125 témoins. Nous ne